

"La Haye: relance européenne" dans Corriere della Sera (30 novembre 1969)

Légende: Le 30 novembre 1969, à la veille du sommet de La Haye, le quotidien italien Corriere della Sera s'interroge sur les chances réelles de succès d'une relance de la construction européenne et énumère tous les dossiers qui attendent les chefs d'État ou de gouvernement des Six.

Source: Corriere della Sera. dir. de publ. Spadolini, Giovanni. 30.11.1969, n° 275; anno 94. Milano: Corriere della Sera. "Aja: rilancio europeo", auteur:Pieroni, Alfredo , p. 1; 2.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/la_haye_relance_europeenne_dans_corriere_della_sera_30_novembre_1969-fr-74798eb8-1511-43a5-9b56-1b82bfca4f58.html

Date de dernière mise à jour: 02/08/2016



Chefs de gouvernement et ministres des Affaires étrangères au sommet de demain

La Haye: relance européenne

La question de fond est encore politique: faire ou ne pas faire l'Europe – La position française et l'entrée de Londres dans le Marché commun – Les dangers liés à un renvoi des décisions

De notre envoyé spécial

La Haye, le 29 novembre, la nuit.

L'europhisme fatigué des autorités des pays du Marché commun sera contraint de dévoiler ses cartes ou de les rebattre à la conférence de La Haye, qui doit réunir, lundi et mardi, les chefs de gouvernement et les ministres des Affaires étrangères des Six. La préparation du sommet s'est éclipsée derrière un rideau de termes techniques qui révèlent à nouveau le désir d'éviter la question de fond: faire ou ne pas faire l'Europe.

Les quelques heures dont disposeront les délégués ne pourront non plus suffire à poser les nombreux problèmes techniques qui émergent depuis quelques semaines à ce sujet. La seule question importante pouvant être résolue au cours de cette courte séance est l'annonce d'une nouvelle volonté politique. Une démarche qui ne pourra voir le jour qu'à partir du constat que le Marché commun n'a pas de politique économique, financière et monétaire commune; qu'il existe une politique agricole commune, absurde et très coûteuse; et qu'elle a détruit le principe d'une politique scientifique et technologique dans laquelle elle s'était engagée.

Un rideau de paroles

Les décisions devraient ensuite porter sur les grands principes. Voulons-nous avoir une Europe unie au niveau politique et économique ou préférons-nous poursuivre une politique des nations? Si nous voulons l'unité, dans quelles voies devons-nous avancer? La politique étrangère? Les finances? L'agriculture? La défense?

Les hommes de gouvernement ne manquant pas de ressources oratoires, les réalistes seront obligés de mettre les vrais problèmes sur la table afin de dissiper le rideau de paroles. Il est à peu près certain que Pompidou, qui fait ses débuts sur la scène internationale, demandera à ce que l'actuel système de financement de l'agriculture communautaire devienne définitif. Un système qui a conduit à accumuler dans les réserves communautaires un stock de quatre cent mille tonnes de beurre et quatre cent mille tonnes de lait en poudre, dont personne ne sait que faire. Le Marché commun s'engage à payer le beurre 1 084 livres le kilo et oblige le consommateur à le payer encore plus cher, alors que l'excédent est tel qu'il est très probable qu'il devra être détruit. C'est un système qui, rien qu'en France, entretient et finance, aux dépens de tous, un million et demi de producteurs de lait, qui pourraient, si l'on adoptait les systèmes américains, être réduits à soixante mille et produire la même quantité. La situation n'est pas très différente pour les autres produits agricoles.

C'est le système que Pompidou voudra perpétuer, tout en s'engageant à en étudier l'évolution, pour que tous les agriculteurs européens puissent en retirer des avantages; mais la France en retire des avantages bien plus importants, qui pèsent sur les finances des autres pays membres. En échange, il fera probablement quelques concessions: il acceptera certainement d'entamer les

négociations avec l'Angleterre, mais il demandera d'en reporter la date, en attendant que les Six perfectionnent le système entre eux.

Sans l'Angleterre

Si ces prévisions pessimistes se révèlent exactes, cela voudra dire que, dans la meilleure des hypothèses, les Six réformeront leur politique agricole sans tenir compte de l'agriculture anglaise, incomparablement plus performante; qu'ils jetteront les bases d'une politique financière et monétaire commune sans tenir suffisamment compte de la livre sterling, seule monnaie européenne à posséder un réseau financier et bancaire d'envergure internationale; qu'ils tenteront de redresser leur politique industrielle et technologique sans tenir compte du fait que la technologie anglaise est la seconde du monde occidental et qu'elle devance de façon notoire celle des autres pays européens. Si l'approbation des règlements concernant les finances et l'agriculture doit effectivement précéder les négociations avec la Grande-Bretagne, cela voudra dire que l'entrée des Anglais sera subordonnée à l'acceptation d'un système que nous-mêmes considérons comme absurde et trop onéreux, et que nous n'avons pas été capables de modifier.

Les problèmes techniques ne pourront occulter le problème de fond, qui est politique. Il y a quelques années, le plan Fouchet a été rejeté parce qu'il tendait à raffermir un système de rapports peu conformes à l'esprit communautaire entre les États membres. On attribue maintenant à Pompidou l'intention de relancer une initiative fidèle à des orientations assez semblables, et les Cinq pourraient hériter, aujourd'hui, par lassitude, d'une proposition qu'ils ont refusée lorsque leur idéal européen était encore en éveil. Pompidou ayant connu, dans le passé, des expériences financières qui l'ont poussé au réalisme, il proposera peut-être d'adopter progressivement une politique financière et monétaire unitaire avec, peut-être, en corollaire, l'adoption d'une monnaie commune.

Ce dernier discours serait bien accepté. Mais il ne serait pas réaliste de concevoir une politique financière et monétaire commune sans tenir compte de l'Angleterre, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège qui, dans peu de temps, devront être admis dans la Communauté. Et il ne serait pas non plus facile de mener de telles politiques communes sans disposer d'un exécutif qui mette en œuvre de telles politiques. L'une des conditions sine qua non est que la CEE dispose de ressources propres. Ces ressources doivent être garanties et contrôlées par le Parlement européen. Il est donc nécessaire de créer une concentration de pouvoir qui nous conduira à une meilleure intégration. La France accepte-t-elle cette intégration? L'Angleterre l'acceptera-t-elle? Le processus peut se faire par étapes, mais les grands principes doivent être fixés et déclarés au préalable par tous les pays concernés.

Au cours de leurs rencontres, les ministres se trouveront face à l'obstacle des grandes décisions. La construction européenne est loin d'être achevée, et elle pourrait, à tout instant, revenir à la vieille nébuleuse des nationalismes fédérés par une vague union douanière dont le fonctionnement est, du moins pour l'instant, très imparfait. Mais les avancées, mêmes réelles, ne pourront mener à un compromis, car une voie médiane entre les nationalismes et l'Europe intégrée est très difficile, voire impossible, à concevoir.

En attendant, le temps presse. Il y a quelques mois, lors de l'élection de Pompidou, il était possible de prévoir que l'intérêt américain pour une Europe unie irait en s'estompant et se transformerait même en son contraire: nous en sommes pratiquement là. Il est maintenant facile d'imaginer que l'intérêt des Allemands pourrait un jour s'atténuer ou faire volte-face. Si La Haye n'est pas le Rubicon de l'unité, et elle ne le sera sûrement pas, l'évolution des intérêts allemands est la seule chose à laquelle l'Europe puisse logiquement s'attendre.

Alfredo Pieroni